

LE DÉFI ÉCONOMIE

SUPPLÉMENT DU DÉFI QUOTIDIEN N° 3019 | MERCREDI 1^{er} DÉCEMBRE 2021

Page
20

Salaires

**Des millions payés
à des directeurs
d'hôtel : scandale
ou pas ?**

Page
19

Frontières
fermées

**Les voyageurs
mauriciens annulent
leurs billets d'avion**

Page
22

Commerce

**Meubles et
électroménagers : la
vente en chute libre**

Page
24

Monde du travail

**Les métiers les plus
demandés dans les
principaux secteurs**

Page
28

Portrait

**Selvan Ramalingum :
Créateur d'un drone
contrôlé par l'esprit**



INTERVIEW

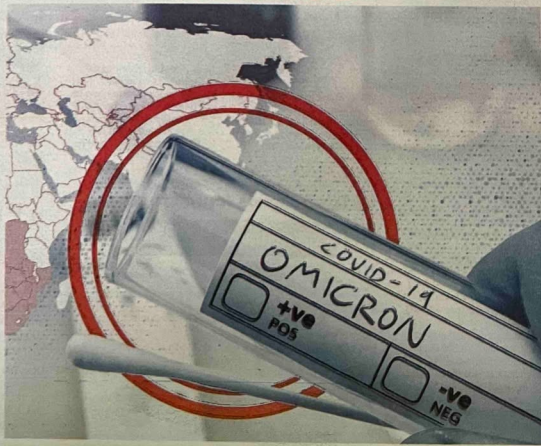
Amit Bakhirta :

**« Il faut privilégier la
création d'emplois »**

Page
25

BOURSE

**Omicron
fait plonger plusieurs
indices**



Amit Bakhirta, FONDATEUR ET CEO D'ANNEAU

« Il faut privilégier la création d'emplois »

« Un recul de la politique d'ouverture des frontières sera probablement catastrophique pour notre économie. » Ce constat sévère et sans ambiguïté résume la menace que fait planer le nouveau variant Omicron sur l'économie de Maurice. À ce constat d'Amit Bakhirta, fondateur et CEO de la société Anneau, s'ajoutent « les revenus marginaux » provenant du tourisme. Toutefois, ce dernier se réjouit du fait que « plus de 89 % de la population a été vaccinée et que des progrès ont été réalisés sur le front de la recherche et de la distribution de vaccins, à l'échelle mondiale ».

PROPOS RECUEILLIS PAR
PRADEEP K. DABY
pdaby@defmedia.info

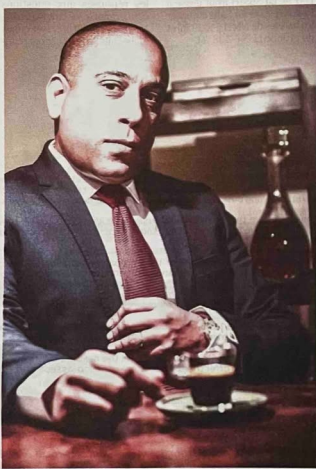
② Quel est l'état de l'économie mauricienne depuis la réouverture totale du ciel et la relance des activités en général ?

En résumé, depuis la réouverture de nos frontières, les arrivées de touristes sont relativement décevantes contrairement aux estimations importantes de nos institutions. L'activité économique a toutefois repris fortement à partir d'une base faible au deuxième trimestre de l'année.

En septembre et octobre 2021, le pays a attiré à peine 2 494 et 45 434 touristes, respectivement. Cela totalise le nombre de touristes à 63 894 pour l'année (jusqu'en octobre 2021), ce qui reste faible et largement insuffisant pour cette industrie clé de notre économie. Les revenus du tourisme ont également été marginaux.

Nous nous attendons à ce que novembre et décembre soient relativement plus forts, avec la saison des fêtes en cours, notwithstanding tout risque du variant sud-africain B.1.1.529. Il s'agit du variant avec le plus grand nombre de mutations de la protéine de pointe - 30 par rapport au 3 mutations du variant Beta et 10 du variant Delta.

Sur le front de la croissance économique, on estime que le PIB de l'île Maurice a augmenté d'un taux encourageant de +19,4 % à Rs 99,9 milliards au deuxième trimestre de 2021 (T22) contre Rs 83,7 milliards au deuxième trimestre de 2020. Cela se compare favorablement



par rapport à la croissance correspondante de la zone euro de +14,3 % au T221 (en glissement annuel) et à la croissance du PIB de +12,2 % (en glissement annuel) des États-Unis au T221. Cela montre clairement que nous sortons du Q220 catastrophique et du 1^{er} confinement.

Cependant, ces chiffres, s'ils dénotent un rebond mathématique par rapport au deuxième trimestre très faible de l'année dernière, restent relativement tièdes par rapport aux Rs 124,1 milliards enregistrés par le PIB au T219. Mathématiquement, nous sommes toujours environ -19,5 % plus faibles qu'en 2019 et il reste donc encore un long et cahoteux chemin à parcourir.

Nous nous attendons à ce que le PIB du deuxième

semestre s'accroisse d'ici décembre ; avec des risques extrêmes liés au variant sud-africain de la Covid-19, des risques de blocages supplémentaires et un recul de la politique d'ouverture des frontières. Ce qui sera probablement catastrophique pour notre économie.

Malgré cela, nous nous attendons à une solide année 2022. Soyons optimistes.

③ La résurgence de la Covid-19 et les variants Delta et Omicron sont-ils de nature à entraver cette relance ?

Alors que le variant Delta, selon nous, a été raisonnablement bien contenu par le programme de vaccination à l'échelle mondiale, notre préoccupation

« L'exécutif ne devrait pas perdre le nord, ne céder à aucune sorte de pression et de recul sur son plan de relance économique. »

en décembre et 2022 reste le nouveau variant sud-africain B.1.1.529 qui a apparemment le plus grand nombre de mutations et il y a donc des risques qu'il puisse échapper au système immunitaire et soit susceptible d'être plus infectieux et complexe à traiter - et il est peut-être nécessaire de modifier les vaccins existants.

Par conséquent, 2022-2023 sera probablement une année d'ajustement au cours de laquelle les scientifiques des laboratoires de recherche et pharmaceutiques du monde entier essaieront de suivre ce virus tenace et les vaccins continueront de s'adapter.

Dans ce contexte, les risques pour la reprise économique sont palpables. Il est donc extrêmement important que les politiques monétaire et budgétaire restent autant que possible synchronisées et accommodantes.

L'autre risque majeur, selon nous, sera un environnement inflationniste persistant et tenace qui pourrait imposer un resserrement de la politique monétaire à un moment donné en 2022. Ce qui, dans un environnement de récupération anémique, peut le faire dérailler davantage.

Par conséquent, nous sommes loin d'être tirés d'affaire, bien que dans un mode de reprise encourageant.

④ Le gouvernement de même que le secteur privé font face à une urgence sanitaire grave et la nécessité de maintenir cette croissance. Comment gérer cet équilibre ?

À notre humble avis, l'exécutif ne devrait pas perdre le nord, ne céder à aucune sorte de pression et de recul sur son plan de relance économique. Nous avons déjà été en retard dans la réouverture du pays et d'autres blocages compliqueraient fortement cette reprise. Surtout pas, maintenant que plus de 89 % de la population a été vaccinée et que des progrès ont été réalisés sur le front de la recherche et de la distribution de vaccins, à l'échelle mondiale.

À ce stade, c'est surtout notre système de santé et nos protocoles sanitaires qui doivent être continuellement renforcés. Ceci est très important car l'élément de sécurité et de prospérité sociale doit être pris en compte et préservé.

Une économie anémique alimente encore plus l'instabilité sociale. Par conséquent, le gouvernement et le secteur privé devraient travailler main dans la main pour assurer aussi harmonieusement que possible le maintien de cet équilibre entre prospérité économique et sociale.

En conclusion, une stratégie de communication claire doit être adoptée, où le public est tenu informé, en cas de besoin, de tous les développements majeurs et pertinents pour éviter des spéculations / rumeurs / panique non fondées - très facile aujourd'hui, surtout avec les réseaux sociaux.

⑤ La situation au sein des PME est critique, ce secteur ne décolle plus depuis l'année dernière. Faut-il en revoir le fonctionnement ?

Non. La capacité à être robuste, agile et à s'adapter à des environnements commerciaux et socio-économiques en évolution - à travers des cycles macro socio-économiques et des crises -, définit souvent la compétitivité et la pérennité des PME, mais aussi des grandes entreprises. La loi naturelle est telle que les faibles périssent et les forts restent en affaires.

« C'est surtout notre système de santé et nos protocoles sanitaires qui doivent être continuellement renforcés et ces exécutions, surveillées de manière granulaire et disciplinée. »



« Cette crise est une formidable opportunité pour notre économie de se réinventer. »

Les entreprises doivent toujours prévoir les crises, les incertitudes. La diversification, une gestion financière saine et disciplinée sont des éléments essentiels dans la gestion de l'entreprise, indépendamment de la taille de celle-ci.

Des petits vendeurs de « dhol puri » survivent à la crise tandis que des PME ou grandes entreprises disparaissent... Comment expliquer ce phénomène ? Il s'agit des entrepreneurs, de leurs entreprises, de la façon dont elles ont été gérées – surtout dans les « bons moments » –, de leur capacité à s'adapter, à maintenir le cap, à se restructurer au besoin et à continuer d'aller de l'avant.

Nous applaudissons les différents programmes et lignes de crédit formulés par le gouvernement et la Banque de Maurice pour soutenir les PME en ces temps difficiles. Cependant, leur mise en œuvre, purement au mérite, est extrêmement importante. Outre le financement et le capital, les PME ont également besoin d'accéder aux banques d'investissement et aux sociétés de conseil en ces temps difficiles. Le capital

intellectuel est souvent la solution. Surtout lorsque les PME doivent restructurer leur bilan et/ou leur modèle économique dans ce contexte d'évolution rapide du cycle macro-économique.

Est-ce que le gouvernement doit investir dès maintenant dans les deux nouveaux secteurs identifiés dans le Budget, à savoir celui des biotechnologies et la pharmacie, et celui des énergies nouvelles, ou faut-il qu'il consolide ceux qui existent déjà afin de maintenir les emplois ?

Nous soutenons l'innovation continue dans une économie en évolution. Donc, de nouveaux secteurs économiques devraient être soutenus et incubés.

Cette crise est une formidable opportunité

« Nous comprenons maintenant, en tant que nation, la nécessité de nous diversifier loin de l'hôtellerie et du tourisme extrêmement cycliques et de leurs industries auxiliaires. »

pour notre économie de se réinventer. Plus que jamais, nous comprenons maintenant, en tant que nation, la nécessité de nous diversifier loin de l'hôtellerie et du tourisme extrêmement cycliques et de leurs industries auxiliaires. Donc, au lieu de reculer, il faut maintenir cet effort d'ouverture de nouveaux secteurs de l'économie et, ce faisant, promouvoir l'innovation, l'investissement et la création d'emplois.

Donc, à notre humble avis, plutôt que le maintien de l'emploi qui, à court terme, peut répondre à son objectif socio-économique mais à long terme est insoutenable dans nombre de cas, il faut privilégier la création d'emplois et la montée en compétences continue. Aujourd'hui, avec l'avènement de l'intelligence artificielle et des avancées technologiques, un changement de paradigme est susceptible de se produire au cours des prochaines années et décennies, rendant de nombreux emplois obsolètes. Notre économie et les jeunes générations doivent impérativement s'y adapter.

L'année dernière face à la Covid-19 et le premier confinement, le gouvernement avait créé la Mauritius Investment Corporation (MIC). Faut-il étendre cet instrument pour soutenir les emplois et salaires ?

Hormis ce « véhicule » d'investissement de la Banque centrale, le gouvernement n'a pas beaucoup de mesures de protection étant donné le mauvais état des finances publiques et son incapacité à générer intelligemment des recettes fiscales plus élevées et resserrer les dépenses publiques sans faire dérailler la reprise économique.

Pour conséquent, la MIC doit être utilisée intelligemment et avec une certaine transparence digne d'une démocratie progressiste, au besoin, encore une fois, sur une base méritocratique et équitable.

La question de la sécurité alimentaire reste surface, mais cette fois-ci avec plus de pression. Avons-nous

les moyens de répondre à cet enjeu en termes de terres suffisantes, de main-d'œuvre, d'expertise et de marché, pour concurrencer des produits alimentaires importés ?

Nous avons des avantages concurrentiels dans certains segments et dans d'autres, non. L'efficacité économique dicte qu'un pays ne doit produire que ce qu'il peut produire plus efficacement et compétitivement que les autres pays concurrentiels. Ne pas y adhérer complique à terme l'environnement socio-économique et commercial, car nous produisons des cultures et des animaux dans lesquels nous ne pouvons tirer un avantage concurrentiel clair. Il n'y a aucun sens socio-économique là-dedans, surtout pour la population.

Par conséquent, pour un pays et un marché si petits, nous devrions nous concentrer sur certaines cultures et agricultures élémentaires clés et ne pas essayer d'errer dans des domaines non économiquement sensés (sur la base de l'autosuffisance ou autre). Au cas contraire, le capitalisme et la dynamique du marché entraineront tôt ou tard en jeu et ensuite il s'agira de s'appuyer sur le gouvernement pour des politiques commerciales coûteusement protectionnistes qui ne sont jamais dans l'intérêt du consommateur ou du consommateur sur le long terme.

Ces politiques de subvention protectionnistes ne profitent qu'aux entreprises étant subventionnées ou favorisées.

L'état doit-il intervenir plus en subventionnant les produits alimentaires importés, compte tenu de l'appréciation de la roupie face au dollar, de l'augmentation du fret et de l'insuffisance de navires et de conteneurs sur la destination du port de Port-Louis ?

Non, car un excès d'intervention des gouvernements dans les prix du marché a souvent tendance à tordre l'économie sur le long terme.

Que ce soit via les subventions ou via l'inflation, cet argent sort toujours des contribuables/consommateurs. Les dirigeants du pays et la Banque centrale devraient plutôt veiller respectivement à ce que les politiques budgétaire et monétaire appropriées soient formulées et mises en œuvre, de manière synchronisée, cohérente et coordonnée.

Une politique monétaire optimale devrait soutenir la croissance économique mais aussi promouvoir la stabilité des prix dans l'économie. Ce qui n'a malheureusement pas été le cas pendant cette crise, la dépréciation de la monnaie et l'appauvrissement de notre population en étant la preuve.

Les chocs externes sont naturels, hautement cycliques et doivent être traités intelligemment.

Depuis l'apparition de la pandémie en 2020, sa résurgence cette année et surtout avec le variant Delta, le terme « new normal » est sur les lèvres des économistes et de certains industriels. Que signifie-t-il et quelle est sa pertinence ?

Ce terme renvoie d'abord à notre besoin, en tant qu'humains vivant dans des structures socio-économiques variées, d'évoluer et de s'adapter à l'évolution des dynamiques environnementales, socioculturelles mais aussi économiques.

Nous, les humains, nous nous sommes toujours adaptés et avons évolué à travers l'histoire. L'un des moyens de le faire avec sérénité, confiance et de bonne foi au cours des millénaires, a été cette notion de « nouveau » monde, où nous apprenons à vivre mais aussi à progresser et prospérer avec ce virus.

Dans la mesure du possible, évitons de fonder nos réflexions sur de fausses « croyances » hautement médiatisées grâce aux avancées technologiques et aux médias sociaux d'aujourd'hui ; mais plutôt sur des connaissances réelles provenant de sources empiriques.

Par conséquent, la capacité d'adaptation, que ce soit pour les individus, les gouvernements ou les entreprises privées, est essentielle pour assurer l'évolution et la durabilité de la machine socio-économique. Ni plus, ni moins. Ici, je veux citer Charles Darwin : « Ce ne sont pas les espèces les plus fortes qui survivent, ce sont celles qui s'adaptent au changement... ».

« Le gouvernement n'a pas beaucoup de mesures de protection étant donné le mauvais état des finances publiques... »